

Dossier de Presse



Femmes et itinérance en 2019

Partenariat pour la prévention et la lutte à l'itinérance des femmes



Femmes et itinérance en 2019

1. **Présentation du partenariat** p.03
2. **Penser l'itinérance des femmes...** p.04
 - i. Pourquoi l'itinérance des femmes est-elle cachée ?
Une itinérance au-delà de la rue.
 - ii. L'accès à un logement abordable sécuritaire et accessible
- Un droit de plus en plus cher p.05
 - iii. L'itinérance n'est pas uniquement une question de logement
3. **En Bref...** p.06
 - i. Les problématiques vécues par les femmes
 - ii. Les problématiques vécues par les ressources qui s'adressent aux femmes
 - iii. Nos pistes de solutions
4. **Le dénombrement - Où sont les femmes ?** p.07
5. **Le débordement des ressources pour femmes (à Montréal)** p.08
 - i. Pour une solution d'urgence inclusive
6. **Places d'hébergement et de logements, et statistiques** p.09
7. **Depuis 2011 le nombre de refus par manque de place a doublé** p.10
- pour contacter le Partenariat** p.11





1. Présentation du partenariat

Nous sommes un regroupement régional de ressources d'hébergement pour femmes en grandes difficultés, violentées, en état, en situation ou à risque d'itinérance. Nous sommes actuellement composées de six ressources soit Passages, La Maison Marguerite, l'Auberge Madeleine, les Maisons de l'Ancre, La rue des Femmes et le Y des femmes. Nous nous inscrivons, depuis des décennies, dans un continuum de services afin d'offrir une diversité de réponses aux différents besoins des femmes. Nos missions consistent à offrir des services d'accueil, d'hébergement d'urgence, de logements permanent, d'accompagnement et de suivi en externe aux femmes les plus vulnérables de notre société. Pour ce faire nous offrons **315 lits** d'urgence, de court, de long terme à autant de femmes chaque nuit à Montréal. En 2018-2019, nous avons dû opposer plus de **35 000 refus** de demandes d'hébergement par manque de place. Il est à noter que **le nombre de refus n'a cessé d'augmenter au cours des dernières années (voir tableau p.09, p.10).**

Nous avons la volonté de rendre plus visibles les services que nous offrons, de faire connaître la situation déplorable dans laquelle les femmes vivent, de souligner les manques dans l'offre de services de même que les difficultés que nos maisons rencontrent.

Le Partenariat est donc né de la volonté de nos ressources de faire ressortir la spécificité des vécus des femmes : leurs besoins sont différents de ceux des hommes et les réponses se doivent de l'être également.

Dans le contexte où la Ville de Montréal s'est engagée à intégrer **l'Analyse différenciée selon le sexe (ADS+)**, nous espérons que nos expertises seront entendues dans l'élaboration des solutions aux débordements de nos ressources et aux nombreuses problématiques que vivent les femmes.



En 2017, le Conseil des Montréalaises déposait des recommandations à la Ville de Montréal afin de visibiliser les particularités de l'itinérance des femmes à Montréal (L'itinérance des femmes – voir l'invisible, Conseil des Montréalaises, 2017). Nous constatons, encore aujourd'hui, le besoin de poursuivre ce travail. Nous croyons que malgré les efforts qui ont été déployés dans ce sens, la diffusion des spécificités des vécus des femmes n'a pas permis une réelle inclusion de celles-ci au sein des projets qui ont été mis en place. Nous pouvons d'ailleurs le constater dans l'élaboration du Dénombrement – mettre fin à l'itinérance à Montréal ou encore dans la concrétisation de l'unité de débordement Royal Victoria. Nous cherchons également à valoriser l'expertise des groupes terrain qui réfléchissent à ces enjeux quotidiennement, et ce, depuis plusieurs années.

i. Pourquoi l'itinérance des femmes est-elle "cachée" ? Une itinérance au-delà de la rue

Comme les femmes sont historiquement moins présentes dans les espaces publics que les hommes, la rue et l'espace public leur sont généralement plus restreint. Ainsi, « être à la rue » ne représente pas la même chose pour les femmes. En effet, bien qu'elles se trouvent sans domicile fixe, dans des situations d'extrême précarité, de violence, qu'elles sont à risque ou en situation d'itinérance, la rue n'est souvent pas une option pour les femmes.

Dans ces conditions, beaucoup de femmes vivant en situation d'itinérance développent un nombre impressionnant de stratégies pour éviter la rue (travail du sexe, couchsurfing, vol etc.). Certaines femmes restent dans des situations violentes, difficiles, dans des logements insalubres, à devoir subir les comportements abusifs de propriétaires, comme stratégies ultimes pour les empêcher d'être à la rue. En ce sens, penser l'itinérance des femmes, c'est en premier lieu déconstruire l'idée que l'itinérance se vit exclusivement dans la rue, c'est reconnaître qu'il y a autant de femmes que d'hommes qui ont vécu un épisode d'itinérance. C'est d'ailleurs ce que révèle le récent sondage dans lequel la probabilité prédites d'avoir vécu un épisode d'itinérance cachée est de 0.09 chez les hommes et de 0.08 chez les femmes (L'itinérance cachée au Canada, Statistiques Canada, novembre 2016).

Alors que l'ensemble des ressources débordent, les ressources pour femmes sont particulièrement dépassées. En 2019, nous constatons que la situation ne cesse de se détériorer : **l'itinérance des femmes est en croissance, les profils des femmes que nous aidons se complexifient, se diversifient, s'aggravent et le nombre de refus par manque de places atteint de tristes records. Pourquoi ?**

ii. L'accès à un logement abordable, sécuritaire et accessible – Un droit de plus en plus cher

Au cours des dernières années, et ce, sur l'ensemble du territoire québécois, le loyer médian a augmenté de 13.6% alors que le revenu médian n'a, quant à lui, augmenté que de 9.2% (Femmes logement et pauvreté, FRAPRU, 2015). Ces chiffres démontrent bien la réalité d'une situation où se loger coûte de plus en plus cher, affectant directement les gens à faibles revenus pour qui une part de plus en plus importante de leur revenu se doit d'être consacré au loyer. Notons qu'en 10 ans, le montant de la sécurité du revenu pour une personne seule n'a cessé de diminuer passant d'une couverture de 60% en 2000 à 49% en 2010 (IRIS, 2012).

Les femmes sont d'ailleurs surreprésentées en matière de pauvreté. En effet, malgré une égalité de droit entre les femmes et les hommes, des inégalités et des injustices persistent au niveau structurel ce qui se répercute à différents niveaux, par exemple, lors qu'il est question de revenu (le revenu médian des femmes québécoises étant de 34 392\$ contre 40 470\$ pour les hommes (Dossier noir Femmes, logement et pauvreté, FRAPRU, 2019). Rappelons que les femmes vivant d'autres formes d'oppressions (femmes immigrantes, jeunes femmes, femmes âgées, femmes autochtones, femmes en situation d'handicap, femmes monoparentales, etc.) sont davantage touchées par la pauvreté affectant leur capacité à obtenir un logement abordable, accessible et sécuritaire.

Le logement est non seulement essentiel mais constitue un droit. La situation présente menace et compromet la satisfaction d'autres besoins fondamentaux et précarise encore davantage ces personnes. L'appauvrissement et les difficultés à avoir accès à un logement abordable expliquent, en partie, l'augmentation de la fréquentation des centres d'hébergement et autres ressources de derniers recours et particulièrement ceux qui s'adressent aux femmes.

iii. L'itinérance, ce n'est pas uniquement une question de logement

Les femmes qui fréquentent nos ressources arrivent à bout de souffle, elles souffrent et ont d'abord et avant tout besoin d'un espace pour se déposer. Elles ont besoin de soutien et d'accompagnement, d'un environnement qui respecte leur rythme et leurs besoins. Malgré la complexité des situations qu'elles vivent, nos maisons mettent en œuvre différents moyens pour que les femmes puissent se déposer et travailler leur autonomisation, leur empowerment en fonction de leurs besoins.

Voilà ce que nos ressources s'efforcent à donner aux femmes : le nécessaire pour reprendre du pouvoir sur leur vie et des moyens pour prévenir l'itinérance. **Le nombre grandissant de demandes que nous refusons par manque de place se doit de devenir le moteur de changements concrets où l'on pense aux spécificités de l'itinérance des femmes.**

3 . e n b r e f

i . Les problématiques vécues par les femmes

- L'augmentation importante du nombre de femmes arrivant à la rue (phénomène en hausse depuis 2008)
- Les violences qui leur sont faites et la complexité de leurs problématiques dans un contexte systémique.
- L'augmentation de la dureté de leur vécu auquel s'ajoute le manque de place d'accueil dans les hébergements, ce qui dans plusieurs cas, laisse les femmes dans des situations problématiques et de violence.
- L'augmentation de l'insécurité alimentaire.
- Le manque de logements subventionnés et adaptés à leurs besoins en fonction des différents profils des femmes.
- La judiciarisation des femmes.

ii . Les problématiques vécues par les ressources qui s'adressent aux femmes

- Les débordements et l'engorgement de nos maisons d'hébergement.
- Le manque de reconnaissance de nos ressources dans l'élaboration de politiques et projets municipaux et gouvernementaux.
- Le sous-financement persistant de nos maisons.
- L'augmentation du nombre de refus de demandes laissant les femmes sans option.
- L'essoufflement de nos ressources, des intervenantes qui doivent refuser des femmes chaque jour, augmentant un sentiment d'impuissance.

iii . Nos pistes de solutions

- Notre inclusion dans les partenariats avec les instances municipales et gouvernementales pour prendre part à l'élaboration des projets et des décisions concernant l'itinérance.
- La valorisation d'une approche globale et diversifiée, un continuum de services, pour réfléchir et élaborer les projets et les solutions à l'itinérance des femmes.
- L'augmentation et la consolidation du financement de nos ressources.
- Développer des moyens à la prévention à l'itinérance.
- La mise en place de logements et de projets qui combler les grands besoins en hébergements permanents, adaptés, viables et abordables pour les femmes.
- Du logement transitoire qui assure la consolidation des acquis où les femmes ont l'occasion de vérifier et d'approprier leur autonomie en vivant de nouvelles expériences en appartement profitant d'aide, de soutien et de suivis dans le respect de leurs besoins.



En 2015, lancé sous l'administration Coderre à Montréal, le projet du Dénombrement – mettre fin à l'itinérance à Montréal a pour but de « chiffrer le phénomène et de décrire les personnes touchées par l'itinérance. » Ainsi dans la nuit du 24 mars 2015, 600 bénévoles épluchaient les rues de Montréal afin de comptabiliser le nombre d'itinérants. Bien que les chiffres de certaines ressources en itinérance aient été comptabilisés, nous savons que bien des femmes ne vivent pas l'itinérance dans la rue... Malgré les critiques de plusieurs organismes face à ce dénombrement, dans la nuit du 24 avril 2018, se sont 1200 bénévoles qui participaient à un deuxième dénombrement. Nous nous demandons : est-ce qu'une femme avec un lourd sac à dos qui marche dans la rue a été considérée par ces bénévoles comme « une itinérante » ? Plusieurs des femmes qui fréquentent nos ressources ont pourtant ce profil et comme la majorité d'entre elles ne se définissent pas comme « itinérante », nous doutons de la capacité de ces bénévoles à les inclure dans les chiffres. De plus, comme les formes d'itinérance que vivent les femmes s'exercent et se négocient en d'autres lieux que la rue, nous demandons quel *genre* d'itinérance ce dénombrement comptabilise. **En effet, en pensant l'itinérance des femmes, nous questionnons la manière d'effectuer ce dénombrement. Si l'intérêt est de comprendre l'ampleur du phénomène de l'itinérance, il va de soi que le nombre d'itinérants dans les rues n'est que la pointe d'un iceberg. Définir des politiques et des mesures en fonction de ce nombre est non seulement erroné, mais exclut une bonne majorité de personnes qui vivent l'itinérance cachée, participant encore une fois à leur marginalisation.**

Nous soulevons donc la pertinence des résultats d'un tel dénombrement et nous souhaitons faire reconnaître l'expertise, l'expérience et l'analyse des groupes sur le terrain qui travaillent tous les jours sur ces enjeux et qui réalisent chaque année un nombre important d'actions qui s'inscrivent dans un continuum de services et de solutions pour réfléchir, prévenir et réduire l'itinérance. Pour « mettre fin à l'itinérance » ou plutôt pour « réduire et prévenir l'itinérance », c'est la diversité des solutions qui doivent être mises de l'avant, et ce, sans regard au nombre de personnes qu'on arrive à compter dans la rue un soir d'avril.



5. Le débordement des ressources pour femmes

La situation insoutenable et persistante du débordement vécu dans nos ressources nous oblige à refuser quotidiennement des femmes par manque de place. En plus de ne pas pouvoir les accueillir, nous ne sommes plus en mesure d'orienter ces femmes vers d'autres ressources puisqu'elles aussi débordent. Cette problématique devient insoutenable pour le public et les dirigeants lors de températures hivernales. Une unité de débordement a donc été mise sur pieds par le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, la Ville de Montréal et trois refuges pour hommes ainsi que l'Accueil Bonneau : l'unité de débordement de l'ancien hôpital Royal Victoria. Bien qu'ouvert aux femmes et aux personnes trans, la ressource a seulement hébergé 10% de femmes et donc, nous ne croyons pas que cette unité ait été réfléchi pour participer à leur inclusion, car elle ne correspond pas aux besoins des femmes en situation d'itinérance. Rappelons également que **le débordement des ressources pour femmes se vit à longueur d'année et qu'une unité d'urgence temporaire n'est pas suffisante.**

En mettant en commun nos expertises, voici des pistes de réflexion à considérer dans la création d'une unité de débordement qui inclut les femmes. Nous présentons ici trois besoins qui se doivent d'être répondus par des mesures concrètes afin d'établir des ressources qui pourvoient l'accueil des hommes, des femmes et des personnes de la diversité sexuelle. Nous soutenons qu'il est insuffisant de dire qu'une ressource est ouverte aux hommes, aux femmes et aux personnes trans pour que ceux-ci fréquentent cette ressource.

i. Pour une solution d'urgence inclusive

Premièrement, miser sur des intervenants.es plutôt que sur des gardes de sécurité est la première mesure à considérer pour plus d'inclusion. Créer un accueil pour les femmes, c'est prévoir la présence de plusieurs intervenants.es qui fournissent un soutien aux femmes qui en ont besoin et peuvent aider à désamorcer des situations de crise. Miser sur des intervenants.es est la première mesure à considérer pour plus d'inclusion. Nous croyons qu'un tel service participerait à bien accueillir les femmes.

Deuxièmement, il faut savoir que la manière d'organiser la mixité d'une unité de débordement est importante pour assurer l'accueil des femmes. En effet, la présence d'hommes inconnus à l'endroit même où les femmes dorment est insécurisant. Ainsi, si la ressource se veut mixte, elle doit assurer que les femmes ont des espaces continuellement non mixtes et par le fait même plus sécuritaires.

Troisièmement, le confort de l'hébergement n'est pas à minimiser pour assurer un accueil aux femmes. Elles doivent avoir accès à un lit avec des draps, un oreiller et une couverture chaude. Elles doivent également avoir un accès facile à des douches. Elles doivent pouvoir dormir et ne pas se faire réveiller trop tôt. Les commodités de survie et de dignité humaine nécessitent aussi la présence de nourriture et l'accès à des verres pour boire de l'eau. Aménager de tels espaces améliore certainement l'accessibilité de l'unité de débordement.

6. Places d'hébergement et de logements, et statistiques

Maisons	Hébergement				TOTAL HÉBERGEMENT URGENCE TRANSITION	Logements permanents (bail) avec soutien communautaire	Suivi dans la communauté			
	D'urgence	De transition					Nbe femmes		Nbe contacts et suivis	
	Lits	Chambre		Studio						
	72 hres et -	3 mois et -	3 mois et +	4 ans et -			2017-2018	2018-2019	2017-2018	2018-2019
Maison Marguerite	2	18	0	18	38	26	68	61	3211	3378
Auberge Madeleine	0	26	0	0	26	0	271	268	3809	2997
La rue des Femmes	33	0	20	12	65	0	310	342	ND	ND
Maisons de l'Ancre	0	0	11	0	11	48	30	30	2600	3000
Passages	5	11	0	0	16	14	ND	ND	920	1603
Y des Femmes	0	0	34	0	34	37	NAP	NAP	NAP	NAP
Total	40	55	65	30	190	125	679	701	10540	10978

Maisons	Nbe de refus par manque de place			% différentiel p/r à l'année précédente		
	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2016-2017	2017-2018	2018-2019
	Maison Marguerite	8 561	8 664	18 469	1,20%	1,20%
Auberge Madeleine	5 190	6 359	7 379	18,40%	22,50%	16,04%
La rue des Femmes	7 452	8 294	9 450	1%	11%	13,94%
Maisons de l'Ancre	477	503	720	ND	5%	43,14%
Passages	84	192	250	(-33%)	128%	31,25%
Y des Femmes	NAP	NAP	NAP	NAP	NAP	NAP
Total	21 764	24 012	36 268	1,09%*	11,22%*	49,35%*

Maisons	Nouvelles femmes		Nombre de femmes	
	2017-2018	2018-2019	2017-2018	2018-2019
Maison Marguerite	70	86	206	232
Auberge Madeleine	148	107	264	241
La rue des Femmes	537	488	1 149	1 232
Maisons de l'Ancre	40	21	51	96
Passages	117	146	238	291
Y des Femmes	28	27	60	61
Total	940	875	1 968	2 153

** L'année financière ne couvre pas les mêmes périodes pour toutes les ressources. Pour certaines, c'est l'année civile; pour d'autres, c'est du 1er avril au 31 mars, etc.

* moyenne

note : les définitions pour certaines catégories sont différentes d'une ressource à l'autre.

7. Depuis 2011 le nombre de refus par manque de place a doublé

Depuis 2011 (année où certaines membres du partenariat avaient décrié la crise et le manque de place pour les femmes à Montréal dans Le Devoir (<https://www.ledevoir.com/societe/336916/itinerance-des-femmes-les-centres-d-hebergement-ne-suffisent-plus>)) le nombre de refus par manque de place a doublé passant de 17 871 en 2010-2011 à 36 158 en 2018-2019. Ces chiffres nous démontrent le manque de réponse effective des instances sur cet enjeu et la détérioration de la situation malgré nos cris du coeur.

Maisons	Nombre de refus par manque de place								
	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Maison Marguerite	9542	10768	7988	8392	9124	9728	8561	8664	18469
Auberge Madeleine	4442	5145	3241	3998	3021*	4383	5190	6359	7379
La rue des femmes	3654	3619	3732	4331	6007	7378	7452	8294	9450
Maison de l'Ancre	ND	ND	ND	ND	ND	ND	477	509	720
Passages	233	184	143	69	54	36	84	192	250
Y des femmes	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Total	17871	19716	15104	16790	18206	21525	21767	24210	36158

*En oct. 2014, nous avions 26 places vs. 19

Maisons	% différentiel p/r à l'année précédente								
	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Maison Marguerite	31.83%	12.85%	(-25.82%)	5.06%	8.72%	6.62%	(-12%)	1.20%	113.17%
Auberge Madeleine	57.4%	15.8%	(-37%)	23.4%	(-24.4%)	45%	18.4%	22.5%	16.04%
La rue des femmes	-	(-0.96%)	3.12%	16%	38.7%	22.8%	1%	11%	13.94%
Maison de l'Ancre	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	5%	43.14%
Passages	-	(-0.54%)	(-22,28%)	(-51.75%)	(-21.74%)	(-33.33%)	133%	128,57%	30.21%
Y des femmes	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Total	-	10.32%	(-23.39%)	11.16%	8.43%	18.23%	1.09%	11.22%	49.35%

Pour contacter le Partenariat :

Mélanie Wash
direction Auberge Madeleine
direction@aubergemadeleine.org

Martine Rousseau
direction Maison Marguerite
martine.rousseau@maisonmarguerite.com

Geneviève Hétu
direction Passages
direction@maisonpassages.com

Julie Chevalier
direction Les Maisons de l'Ancre
directrice@lesmaisonsdelancre.org

Léonie Couture
direction La Rue des Femmes
lcouture@laruedesfemmes.org

Diana Pizzuti
directrice des programmes Y des femmes Montréal
dpizzuti@ydesfemmesmtl.org

